

Réunion publique de soutien à Ségolène Royal

Livry-Gargan – vendredi 4 mai 2007

intervention de

Pascal Popelin

Adjoint au maire de Livry-Gargan
Vice-président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis

4 V 07

Chers amis,

Après avoir été aux côtés de Ségolène Royal pour l'organisation de ses grands meetings nationaux en région de Rennes, Rouen, Mont-de-Marsan, Porte de Versailles, Marseille, Limoges, Bordeaux, Metz, Nantes, Toulouse, Montpellier, Lyon, Charléty et Lille ; après l'avoir accueillie pour la présentation de son pacte présidentiel à Villepinte ; après l'avoir accompagnée à plusieurs reprises dans notre département de Dugny à Clichy-sous-Bois, en passant par Pantin et Aulnay-sous-Bois; après avoir pris la parole dans les meetings départementaux de la campagne à Bondy et à Noisy-le-Grand ; après avoir mené campagne sur les marchés et autres lieux publics de notre circonscription, il m'est très agréable de me retrouver avec vous ce soir, chez moi, à Livry-Gargan, pour ce dernier rendez-vous de la campagne. Merci à tous d'être là. Merci à toutes celles et tous ceux qui ont milité pour faire cette belle campagne à Livry-Gargan et dans notre circonscription. Merci à ceux qui ont témoigné avant moi de leur engagement.

Certains penseront sans doute que cette réunion n'a plus d'objet. Que l'opinion de chacun est désormais faite. D'aucuns prétendent même que les jeux sont faits. Les sondages ont rendu leur oracle... Restez chez vous braves gens, Nicolas va s'occuper de tout !

Eh bien moi je dis que les seules batailles que l'on est sûr de perdre sont celles qu'on ne livre pas. J'affirme qu'une part importante de l'électorat est encore indécise. Quant aux sondages, ceux qui me connaissent ici savent que je les mettais déjà en cause quand ils étaient très favorables à Ségolène Royal...

S'il y a ce soir dans cette salle des indécis, je vais donc m'efforcer d'emporter leur conviction, parce que c'est cela faire de la politique. Pour celles et ceux qui sont déjà convaincus ou qui viendraient à l'être au cours de la soirée, je dis : il vous reste quelques heures ce soir, toute la journée de demain et dimanche jusqu'à 19h59, pour essayer de convaincre à votre tour le plus grand nombre possible d'électeurs. Mon propos n'a d'autre objet que de vous proposer quelques arguments, pour abonder les vôtres. François Mitterrand disait : « l'histoire n'est que la somme des victoires remportées par la politique sur la géographie ». Eh bien nous y sommes, il nous reste un peu moins de 48 heures pour écrire l'histoire d'une victoire sur la géographie d'un système qui s'appuie notamment sur la distillation des sondages, pour tenter de se succéder à lui-même.

Dimanche prochain, certains voteront plutôt pour un candidat. D'autres voteront plutôt contre l'autre. Les deux motivations ont leur logique. Chacune a son cheminement et sa légitimité. L'une et l'autre sont tout aussi respectables. Et qu'il s'agisse de voter pour Ségolène Royal ou contre Nicolas Sarkozy, à mes yeux et à ce stade, il n'y a que le résultat qui compte !

Parce que je l'ai soutenue dès le premier tour, les arguments du vote « pour » l'emportent naturellement chez moi.

Je les puise d'abord dans ce que j'ai appris de l'histoire de mon pays : pour le progrès social, mieux vaut faire confiance à la gauche qu'à la droite. Pour que l'on proclame que « les hommes naissent et demeurent libre et égaux en droits » mieux valait faire confiance au tiers état qu'à la noblesse. Pour que l'on fixe l'âge minimal auquel on avait le droit de descendre dans une mine, mieux valait faire confiance aux républicains assis à gauche qu'aux monarchistes assis à droite dans la Chambre de députés de la fin du XIX siècle. Pour faire éclater l'innocence de Dreyfus, mieux valait faire confiance à Georges Clémenceau qu'à Maurice Barrès. Pour instaurer les congés payés en France, mieux valait faire confiance à Léon Blum et au Front populaire qu'à Pierre Laval. Pour créer les régimes de retraite et la sécurité sociale, mieux valait faire confiance à l'influence de la gauche dans l'élaboration du programme du Conseil national de la résistance que de s'en remettre à Nicolas Sarkozy pour faire perdurer ces acquis. Pour obtenir la retraite à 60 ans ou l'abolition de la peine de mort, mieux valait faire confiance à François Mitterrand et à Robert Badinter, qu'à Valéry Giscard d'Estaing et à Alain Peyrefitte. Pour faire voter la couverture maladie universelle ou le pacs, mieux valait faire confiance à Lionel Jospin qu'à Alain Juppé et Christine Boutin.

Eh bien demain, pour agir en faveur du pouvoir d'achat, mieux vaut faire confiance à Ségolène Royal qu'à Nicolas Sarkozy ! Pourquoi le pouvoir d'achat ? D'abord parce que c'est une urgence sociale. Je ne cesse de rencontrer, en particulier dans mes permanences, des personnes qui me disent « le 15 du mois, ma vie s'arrête ». Et parmi, ceux là beaucoup se lèvent tôt le matin, pour aller travailler dur. Et quand d'autres sont allocataires du RMI, ils ne le sont pas -dans leur immense majorité- par choix ou par ambition d'être des assistés. Et quand certains vivent dans des abris de fortune le long du boulevard périphérique, ou dans des campings pour les mieux lotis, l'amour de vie au grand air n'est pas la raison première de cet état. Il faut donc agir rapidement sur le pouvoir d'achat des plus modestes et seule Ségolène Royal propose une méthode et prend des engagements crédibles pour y parvenir : la réunion dès le mois de juin d'une conférence salariale avec les partenaires sociaux, le doublement de l'allocation de rentrée scolaire, le SMIC à 1500€ le plus rapidement possible au cours de la législature, la revalorisation immédiate de 5% des pensions dont le niveau est inférieur à 985€ et des allocations pour les personnes en situation de handicap.

Le pouvoir d'achat n'est d'ailleurs pas qu'une urgence sociale. C'est aussi une nécessité économique. Depuis 2002, la France connaît un taux de croissance non seulement bas -on peut imputer cette faiblesse à la conjoncture internationale- mais aussi très nettement inférieur à celui de nos partenaires de la zone euro. Et la responsabilité cette faiblesse à l'intérieur de la faiblesse incombe totalement à la politique économique menée par la droite. Qu'il semble loin le temps où ces messieurs, alors dans l'opposition -et Nicolas Sarkozy n'était pas le dernier- s'offusquaient de la soi-disant « cagnotte » de l'Etat. C'était pourtant il y a seulement six ou sept ans et il s'agissait des recettes supplémentaires dues à la forte croissance générée par la politique du gouvernement de gauche de l'époque. D'un point de vue économique en effet, les choses sont simples : quand vous baissez les impôts des plus riches, comme l'a fait le gouvernement sortant -et Nicolas Sarkozy propose de continuer dans cette voie- ils ne consomment pas le surplus : on ne mange pas dix fois par jour (même moi !). Au mieux, ce surplus est investi, ce qui peut être intéressant. Dans la plupart des cas, il sert à la spéculation financière parce que c'est plus rentable, parfois même cette ristourne d'impôt va directement doper ce que l'on appelle les licenciements boursiers. En revanche, quand vous augmentez de 40 ou 50 euros les revenus d'une famille dont les deux parents gagnent chacun le SMIC ou un peu moins, cet argent est immédiatement réinvesti dans l'économie par la consommation. Il génère de la croissance, des besoins, de l'emploi. Voilà ce que propose Ségolène Royal.

Et pour le financer, elle indique clairement qu'elle reviendra sur les baisses d'impôts accordées depuis cinq ans ou promises aux contribuables les plus favorisés. Il paraît que, prenant ces mesures, l'objectif de la droite était d'éviter l'exode fiscal. Comment y croire quand Nicolas Sarkozy n'arrive même pas à en convaincre ses propres amis ? Le bouclier

fiscal existe bel et bien depuis un an et pourtant, quand le candidat de l'UMP veut réunir son comité de soutien, il est obligé de réserver une salle en Suisse, parce que ça fait moins loin pour Alain Prost et Johnny Halliday !

Selon Nicolas Sarkozy, il n'est pas économiquement raisonnable d'augmenter le SMIC. Il est en revanche supportable de voir des hommes responsables de l'échec de l'entreprise qu'ils ont dirigée, la quitter nantis de mirifiques indemnités de licenciements, de juteuses plus values de stock options et de confortabilissimes retraites chapeau. Eh bien Ségolène Royal, elle, s'est engagée à ce qu'une loi soit votée pour exiger qu'en pareil cas, les sommes ainsi allouées puissent être remboursées à l'entreprise.

Selon Nicolas Sarkozy toujours, si l'on veut gagner plus, il n'y a qu'à travailler plus. Je ne veux pas allonger mon propos. D'une phrase, je dirai simplement qu'il me fait penser à Marie-Antoinette. Demandant ce que voulaient ces gens qui hurlaient sous ses fenêtres, on l'avisa qu'ils désiraient du pain. Elle répondit avec candeur : « ils n'ont pas de pain, mais qu'ils mangent de la brioche ». L'histoire, chacun le sait, se termina mal pour la souveraine. Et comme je ne souhaite aucun mal à la personne de Nicolas Sarkozy, je forme le vœu pour lui-même, autant que pour mon pays, qu'on ne lui en confie pas la direction dimanche prochain.

Dans le même esprit, Ségolène Royal s'est engagée dans son pacte présidentiel pour la construction de 120 000 logements sociaux durant 5 ans et pour la création d'un service public de la caution, pour aider ceux qui n'ont pas les moyens de la réunir tout en sécurisant les bailleurs. Nicolas Sarkozy pour sa part a donné sa vision du problème lors du débat télévisé : « je veux une France de propriétaires ». Toujours la logique de la brioche ! Comprenez-le : à Neuilly-sur-Seine, les propriétaires, c'est son unique horizon. Et ceux qui ne peuvent pas ? Ailleurs... Loin si possible ! En tout cas pas chez nous. En réponse à la proposition de rendre inéligibles les maires qui refusent d'appliquer la loi obligeant les communes qui en manquent à construire des logements sociaux, l'actuel député UMP de notre circonscription a eu la réaction suivante, marqué par la finesse habituelle qui le caractérise : « on pourrait aussi nous couper l'écharpe tricolore, la tête et les testicules ». J'ai déjà dit à deux reprises ce soir que j'étais contre la peine de mort, ce qui n'est pas son cas puisqu'il est un des seuls parlementaire à ne pas avoir voté l'inscription de son interdiction dans la constitution. Je précise que je n'en veux aucunement à l'autre partie qu'il estime devoir souligner de son anatomie. En revanche, l'envie ne me manque pas de lui couper l'écharpe tricolore. Je vous propose que nous nous en occupions, quel que soit le sort des urnes dimanche, dès lundi de bon matin.

Mais revenons en à l'élection présidentielle. Tout ce que je viens de dire illustre ce que nous n'avons cessé de répéter durant cette campagne : quand on regarde de près le programme économique et social de Nicolas Sarkozy, seuls 5% des électrices et des électeurs -les plus privilégiés parmi les plus privilégiés- ont un intérêt objectif à son élection. Pour tous les autres, les petits, les sans grade, les modestes, ceux qui travaillent dur, ceux qui voudraient bien travailler même si c'est dur, ceux pour qui ça va mais tout juste, ceux pour qui ça va bien tant qu'il y a des règles, ceux même pour qui ça va très bien mais sans plus, bref l'immense majorité des Françaises et des Français n'a rien à attendre de l'élection de Nicolas Sarkozy, sinon plus de précarité, plus de difficulté, plus d'incertitude sur l'avenir... et aussi plus d'images du président de la République à la télé !

Eh bien moi je dis que le vote n'est pas forcément un exercice masochiste ! Dimanche, je vous invite à voter pour vous, je vous appelle de toutes mes forces et de tout mon cœur à voter pour Ségolène Royal.